

l'argent consacré aux voyages devrait servir à subventionner les salaires payés afin de rendre le travail plus intéressant pour tous les Canadiens?

M. l'Orateur: La question du député est présentée sous forme d'argument à l'appui de son point de vue. La parole est au député de Broadview.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE CHÔMAGE—LE PROGRAMME DE LUTTE PROPOSÉ PAR LA VILLE DE TORONTO

M. John Gilbert (Broadview): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre a-t-il donné une réponse officielle au maire de la ville de Toronto et aux fonctionnaires de l'administration métropolitaine au sujet de leur programme rationnel pour combattre le chômage, c'est-à-dire le versement de subventions directes ou à frais partagés et le prolongement des prestations saisonnières d'assurance-chômage?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas écrit au maire de Toronto depuis notre rencontre il y a quelques jours, mais je ne saurais dire si d'autres ministres ont communiqué avec lui.

M. Gilbert: Le premier ministre a-t-il l'intention de répondre officiellement au maire de la ville de Toronto et aux fonctionnaires de la région métropolitaine au sujet de leur demande?

Le très hon. M. Trudeau: Oui, monsieur l'Orateur, à moins qu'une réponse officielle n'ait été donnée par quelque autre ministre, ce que j'ignore.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA HOME OIL COMPANY—M. BROWN ET L'OFFRE DU GOUVERNEMENT

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Dans sa déclaration d'aujourd'hui au sujet de la Home Oil, rédigée dans un style contourné, le ministre cherchait-il à nous dire que M. Brown ne pousserait pas plus avant ses transactions et avait rejeté les offres ou les propositions d'offres et de négociations du gouvernement du Canada au sujet de la vente des actions en cause?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, j'ai précisé dans un paragraphe, et ceci intentionnellement, que je ne jugeais pas qu'il soit dans l'intérêt public ou juste envers M. Brown, qui est en pourparlers avec des sociétés canadiennes, de rendre publique la teneur des négociations menées entre le gouvernement et lui-même, et ce n'est pas mon intention de le faire maintenant. Je ne peux que répéter ce que j'ai dit: l'objectif, le vœu du gouvernement est que la société demeure, tant du point de vue de la majorité des actions que du contrôle, une société canadienne.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, le ministre ne révèle rien concernant les négociations en

réponse à une question toute simple: Brown a-t-il dit au gouvernement canadien à l'égard de son offre d'aller se jeter dans le lac? Deuxièmement, M. Brown peut-il maintenant, s'il le veut, vendre ou disposer à son gré des actions de la compagnie en faveur des intérêts américains? De plus, quel contrôle le gouvernement du Canada peut-il exercer sur les ventes que M. Brown pourrait décider de conclure?

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, pour ce qui est d'aller se jeter dans le lac je puis assurer au très honorable représentant que si le gouvernement allait se jeter dans un lac, ce serait sûrement dans le lac Diefenbaker.

M. Horner: Ce qui le polluerait sûrement.

L'hon. M. Greene: Comme je l'ai dit, M. Brown a très bien compris le vœu du gouvernement et il nous a fait savoir qu'il négociait, en conséquence, avec des compagnies canadiennes.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, étant donné que le ministre a mentionné le lac Diefenbaker, je signale que, jusqu'au barrage Gardiner, ce lac n'est pas pollué. Puis-je poser au ministre la question fort simple que voici: Brown a-t-il refusé les offres du gouvernement canadien? Il n'est sûrement pas difficile de répondre à cette question. Deuxièmement, Brown peut-il maintenant, s'il le désire, vendre ses intérêts à des Américains?

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, c'est là une question hypothétique exigeant une opinion juridique que mon très honorable ami, en sa qualité de parlementaire éminent et de savant homme de loi, ne voudrait pas m'entendre exprimer ici. Je dirai, toutefois, que M. Brown comprend très bien les vœux du gouvernement et a fait part à celui-ci de son intention de négocier avec des compagnies canadiennes, ce qui serait, je pense, tout à fait conforme aux objectifs du gouvernement et aussi à ceux de la Chambre, tels qu'ils ressortent du débat sur la question.

LA HOME OIL COMPANY—LE PROJET D'ACQUISITION ET LA ASHLAND OIL COMPANY

M. Max Saltsman (Waterloo): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur, que je voudrais adresser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné que le ministre ne veut pas parler des négociations avec M. Brown, peut-il nous dire s'il a reçu une communication l'informant que la Ashland Oil Company ne s'intéresse plus à la transaction par suite de l'opposition du gouvernement et que M. Brown ne peut faire autrement que de vendre ses titres à une société canadienne ou au gouvernement canadien? Ou du moins est-ce là ce qu'il croit?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, quant aux communications entre la Société Ashland et moi-même, je voudrais leur conserver leur caractère confidentiel pour le moment. Si, en l'occurrence, l'intervention du gouvernement, en tant qu'agent négociateur, et l'appui de ses ressources financières ont sensibilisé les sociétés américaines aux intentions du gouvernement de garder cette société canadienne, ou a suscité à l'endroit de la Home Oil l'intérêt d'autres sociétés canadiennes, alors je pense que le gouvernement s'est servi à bon escient de ses droits et de ses pouvoirs à cet égard.